

essentielle pour réduire l'inflation. Les taux d'intérêt ont leur rôle à jouer à cet égard; ils demeureront vraisemblablement élevés là où les craintes d'inflation resteront vives", peut-on lire dans le communiqué final du Sommet d'Ottawa comme reconnaissance tacite de la politique américaine. Ce passage du communiqué final contrastait d'ailleurs avec le ton des propos tenus par M. Schmidt lors de son passage à Washington en mai alors qu'il attaquait violemment les taux d'intérêt élevés aux Etats-Unis et réclamait que ce sujet apparaisse en priorité à l'ordre du jour du Sommet d'Ottawa.

Le président de la France, M. Mitterrand, se posant en champion de la lutte au chômage plutôt qu'à l'inflation, le premier ministre du Japon, M. Zenko Suzuki, et, dans une moindre mesure, M. Trudeau lui-même, faisaient écho aux critiques de M. Schmidt contre la politique de taux d'intérêt élevés du président Reagan dont leurs pays faisaient largement les frais.

En plus d'arracher cette concession à ses alliés de l'Occident, le président Reagan a poussé l'habileté plus loin encore en reléguant à l'arrière-plan les discussions à saveur économique de la première journée du Sommet et en annonçant l'imposition d'un embargo sur la livraison d'avions de combat à Israël à la suite du raid sur la capitale du Liban.

### **Le dialogue Nord-Sud**

Ce n'est en fait qu'au chapitre de la relance du dialogue Nord-Sud que le premier ministre Trudeau aura réussi à influencer, et même orienter, les conclusions du Sommet. Et, même si les Etats-Unis, l'Allemagne et la Grande-Bretagne n'ont jamais compté parmi les chauds partisans d'une reprise des discussions entre pays riches et pauvres pour en arriver à "un nouvel ordre économique mondial" dans le cadre de "négociations globales", le communiqué final marque un changement d'attitude en signalant la volonté des puissances industrielles de "participer à la préparation d'un processus mutuellement acceptable de négociations globales".

Toutefois, même à ce niveau, le poids de l'administration Reagan se fait sentir dans le communiqué qui affirme que les pays en voie de développement doivent s'intégrer "plus complètement" au système économique international. Dans la même ligne de pensée, les Sept Grands reprochent à l'URSS son manque d'implication face aux pays du Tiers-Monde.

En dépit d'un appui prudent aux "institutions financières internationales", tels le Fond monétaire international ou la Banque mondiale, et d'une certaine ouverture d'esprit face à une filiale énergétique de la Banque mondiale, les dirigeants des démocraties industrialisées ont préféré lancer la balle au Sommet Nord-Sud qui eut lieu à la fin de l'automne à Cancun, au Mexique, plutôt que de s'engager trop fermement à Ottawa.

Le premier ministre Trudeau aura eu le mérite d'avoir amené ses partenaires à accepter le concept de "négociations globales", auquel s'opposait le président Reagan, et d'avoir incité ce dernier à participer au Sommet Nord-Sud de Cancun.

Pour ce qui est des volets économiques, commerciaux et politiques de leurs discussions, les participants au Sommet d'Ottawa ont préféré calquer